

Tessin : bureau à la poubelle

Autor(en): **Belloni, Stelia**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 1

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279594>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le rapport formation/discrimination

Les deux modèles définis servent à estimer les salaires d'un homme et d'une femme ayant des qualifications et une expérience égales. Dans le tableau ci-contre, pour chaque niveau de formation considéré on a retenu l'âge et l'ancienneté correspondant à la situation moyenne des femmes dans cette catégorie; on mesure ainsi une « discrimination moyenne ».

Le calcul confirme ce que l'on a déjà vu: plus les femmes ont investi de temps et d'efforts dans leur formation, plus l'écart se creuse, devenant presque spectaculaire au niveau universitaire, là où leurs collègues masculins peuvent espérer arriver très haut.

Adoptant ce rapport en juin 1989, la Municipalité a décidé d'examiner quelles mesures positives il convient de prendre afin d'améliorer la situation des femmes dans l'administration; à cet effet, une déléguée à l'égalité, Mme Dentan-Pham, vient d'entrer en fonction, avec pour tâche d'informer, de préparer un programme de mesures et de répondre à la motion Zuppiger réclamant l'introduction des quotas dans l'administration communale.

Christiane Roh*

* Statisticienne chargée de recherche à l'Office d'études socio-économiques et active dans le groupe ayant préparé le rapport présenté.

Disparités de salaires selon le niveau de formation

(administration lausannoise, sept. 1988)

Titre universitaire

âge 38 ans, ancienneté six ans, hommes mariés

salaire annuel des femmes :	72830
salaire annuel des hommes :	92800
différence en %	
du salaire féminin :	+27,4 %

Certificat d'apprentissage

âge 37 ans, ancienneté neuf ans, hommes mariés

salaire annuel des femmes :	52423
salaire annuel des hommes :	61230
différence en %	
du salaire féminin :	+14,6 %

Sans formation

âge 45 ans, ancienneté neuf ans, hommes mariés

salaire annuel des femmes :	46973
salaire annuel des hommes :	50997
différence en %	
du salaire féminin :	+ 8,6 %



Carla Agustoni.

Tessin : bureau à la poubelle

Les Tessinoises devront se contenter d'une politique d'égalité au rabais.

Octobre 1990: la réponse négative du Conseil d'Etat tessinois au projet de loi tendant à instituer un Bureau de la condition féminine, et sa décision de créer un simple poste de conseillère est tombée comme un coup de tonnerre dans un climat qui faisait supposer une issue plus favorable. En effet, en 1989, le Parlement tessinois avait voté à l'unanimité l'initiative « 8 mars » visant à la création d'un bureau sur le modèle de celui du Jura.

Pour rendre compte de cette situation, nous avons interviewé la députée Carla Agustoni, première signataire de l'initiative « 8 mars ».

FS – Que demandait l'initiative parlementaire « 8 mars » ?

C.A. – Elle demandait l'institution d'un bureau pour les questions féminines conçu en termes d'instrument d'étude et d'intervention en vue d'aboutir à une véritable situation d'égalité entre hommes et femmes. Bref, il s'agissait d'un instrument visant à définir une politique d'amélioration de la condition féminine, à abolir les discriminations liées au sexe et à favoriser les femmes désireuses d'accéder à des postes de travail au sommet de la hiérarchie sociale.

FS – Quels auraient dû être les champs d'activité de cet office ?

C.A. – Il aurait dû exercer son activité dans les domaines de la formation professionnelle, de l'enseignement, de l'éducation, du travail, de la réinsertion professionnelle, de la famille, de la législation, de la culture, des assurances sociales, etc., domaines dans lesquels les femmes sont encore victimes d'inégalités. En outre, il aurait eu la tâche soit d'intervenir dans des situations de discrimination, directes et indirectes, au niveau des lois et des dispositions cantonales et communales ou lors de décisions administratives, soit de recueillir de la documentation, élaborer des statistiques et organiser des cours, séminaires et colloques sur la problématique féminine.

FS – Parmi les solutions envisagées en vue de créer une structure pour la condition féminine, le gouvernement a choisi la plus faible, celle d'une conseillère. Quels sont, selon vous, les limites et les risques d'une telle solution ?

C.A. – Je tiens à préciser que l'institution d'une conseillère ne correspond pas à ce qui a été fait dans les autres cantons en matière de réalisation du principe d'égalité entre femmes et hommes. A mon avis, une fonctionnaire n'ayant pas la possibilité de collaborer avec une commission composée de représentantes des associations féminines du canton ne pourra jamais arriver toute seule à remplir complètement ses tâches. Elle n'a qu'une fonction alibi. De plus, sa dépendance directe du Conseil d'Etat, associée à l'absence d'autonomie financière, peut se traduire par une limitation de son champ d'activité et de ses capacités d'exécution.

Le cahier des charges de cette personne est considérable; il comprend une analyse systématique du Rapport sur la condition féminine dans notre canton – rapport élaboré ces dernières années et soumis à la Commission législative en 1989 –, la préparation de propositions en vue d'une refonte égalitaire des lois et des règlements, l'élaboration de statistiques, la collaboration entre les cantons et avec le Bureau fédéral des questions féminines, le maintien de contacts avec les organisations féminines et le public, l'examen des projets de messages et des normes exécutives de tous les départements cantonaux et, enfin, la promotion de relations avec les unités administratives de chaque département, avec la chancellerie et le conseiller juridique de l'Etat. Il est évident que le fardeau que cette femme, sans moyens financiers pré-établis ni autonomie décisionnelle, va devoir porter sur ses épaules ne peut contribuer qu'à faire avorter une initiative qui a pourtant été retenue indispensable.

FS – Quelles sont les motivations du Conseil d'Etat à propos de cette résolution ?

C.A. – Le gouvernement justifie cette décision à l'aide de deux motivations; l'une touche des difficultés d'ordre financier, l'autre consiste dans la préoccupation de ne pas accroître l'appareil bureaucratique de l'Etat. En réalité, je crois que la raison essentielle tient à la crainte qu'un bureau contribue réellement à diminuer la domination atavique des hommes!

Propos recueillis par
Stelia Belloni